

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1673)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 1204 (2ème Rect)

présenté par

Mme Garin, M. Peytavie, Mme Rousseau, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 10

Après l'alinéa 48, insérer les douze alinéas suivants :

« *V bis.* – À titre expérimental et pour une durée ne pouvant excéder cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions relatives à l'agrément des modes d'accueil mentionnés au 1° du I de l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi que les dispositions relatives aux conditions d'installation et de fonctionnement des modes d'accueil mentionnés au 2° du I du même article peuvent faire l'objet de dérogations accordées par le président du conseil départemental, dès lors que des garanties équivalentes sont apportées pour le respect de l'intérêt de l'enfant et en termes de qualité d'accueil, s'agissant notamment du nombre et de la qualification des adultes encadrant les enfants.

« Les modalités d'application du présent *V bis* sont prévues par décret.

« *V ter.* – Les autorités compétentes en matière de services aux familles, notamment le président du conseil départemental, les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant, les représentants de l'État dans le département ou la région et les directeurs des organismes débiteurs de prestations familiales, peuvent organiser, par convention, leur coopération en matière de services aux familles.

« Dans ce cadre, à titre expérimental et pour une durée ne pouvant excéder cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'une des autorités compétentes en matière de services aux familles peut prendre, avec l'accord et au nom d'une ou plusieurs autres autorités également compétentes en matière de services aux familles, tout ou partie des actes relatifs à la création, au maintien, au développement, au contrôle, aux sanctions et à la fermeture de services aux familles, notamment les autorisations prévues au premier alinéa de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique, au contrôle, aux pouvoirs de sanction ainsi qu'au partage d'informations prévus aux articles L. 2324-2 à L. 2324-2-2 et L. 2324-3 du même code, ainsi que les décisions de financement,

à l'exclusion du complément de libre choix du mode de garde mentionné aux articles L. 531-5 et L. 531-6 du code de la sécurité sociale.

« La convention prévue au premier alinéa du présent V précise :

« 1° La liste des compétences concernées en tout ou partie par l'expérimentation et les actes réalisés en application du deuxième alinéa du présent V *ter* pour le compte des autorités compétentes, notamment en matière d'instruction, de décision individuelle ou, le cas échéant, de représentation dans les litiges relatifs aux décisions prises dans ce cadre ;

« 2° La durée de l'expérimentation ;

« 3° Les modalités financières et comptables de l'expérimentation, le cas échéant en cas de litiges relatifs aux décisions prises dans ce cadre ;

« 4° Les objectifs à atteindre par les autorités exerçant des missions au nom d'autres autorités ;

« 5° Les modalités de contrôle et d'information des autorités délégantes sur les actes et décisions prises dans le cadre des compétences déléguées.

« Les autorités concernées informent le président du comité départemental des services aux familles de leur décision de s'engager dans une expérimentation dans les conditions prévues au V *ter* et lui transmettent copie de la convention qui encadre cette expérimentation.

« Un décret fixe les modalités d'application du présent V *ter*. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des député.es écologistes vise à favoriser le développement d'expérimentations par les acteurs chargés de la mise en œuvre de la politique d'accueil du jeune enfant.

Les gestionnaires d'établissements et de services d'accueil de jeunes enfants seront autorisés à mettre en œuvre des solutions innovantes pour accueillir les enfants en bas âge. Afin de garantir la qualité d'accueil, les dérogations devront être justifiées par la spécificité des situations et des enjeux locaux, dès lors que des garanties équivalentes sont apportées pour le respect de l'intérêt de l'enfant et en termes de qualité d'accueil, s'agissant notamment du nombre et de la qualification des adultes encadrant les enfants.

Par ailleurs, en vue de favoriser le développement des services aux familles à l'échelle du territoire d'une région, d'un département, d'une autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant, les autorités compétentes en matière de services aux familles, notamment le président du conseil départemental, les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant, , les représentants de l'Etat dans le département ou la région et les directeurs des organismes débiteurs de prestations familiales, pourront organiser, par convention, leur coopération en matière de services aux familles, notamment en matière de délégation de compétences.

Les expérimentations auront une durée maximale de 5 ans à compter de la publication de la loi pour le plein emploi.

Un décret précisera les conditions de mise en œuvre de ces expérimentations.